

*Nos formations*

*en* **Droit**





## LICENCE



**Lieu de la formation**  
Angers et Cholet

**Chiffres clés**  
Taux de réussite  
de la licence  
en trois ans : **83 %**

**Contacts**  
L1  
licence1deg@contact.univ-angers.fr  
L2/L3 & L3 parcours adm publique  
l2l3droit@contact.univ-angers.fr  
Campus de Cholet  
scolarite.cholet@listes.univ-angers.fr

**Responsable générale  
de la formation**  
Marc BOUVET  
marc.bouvet@univ-angers.fr

**Responsables  
d'années**  
L1 – Erwan SOMMERER  
erwan.sommerer@univ-angers.fr  
L2 – Philippine LOHEAC-DERBOULLE  
philippine.loheac-derbouille@univ-angers.fr  
L3 parcours droit – Marc BOUVET  
marc.bouvet@univ-angers.fr  
L3 parcours administration publique  
Jean FOUGEROUSE  
jean.fougerouse@univ-angers.fr  
Campus de Cholet  
L1 – Eva BRUCE-RABILLON  
eva.bruce@univ-angers.fr  
L2 – Nicolas Le rudulier  
nicolas.lerudulier@univ-angers.fr  
L3 – Flore GASNIER  
flore.gasnier@univ-angers.fr

**Adresse web**  
www.univ-angers.fr/deg  
www.univ-angers.fr/cholet

# MENTION DROIT

## Objectifs

La licence de droit vise à former, en trois ans, les étudiants aux **sciences juridiques**. Les enseignements fondamentaux, à la fois théoriques et pratiques, sont nombreux et font l'objet, en Master, d'une spécialisation approfondie : droit civil de la famille, droit privé des contrats, droit pénal, droit du travail, droit fiscal, droit constitutionnel, droit administratif, droit international et communautaire, histoire du droit.

D'autres disciplines sont enseignées afin de faciliter une meilleure appréhension de l'environnement juridique: économie, sociologie, science politique, etc. Les langues, spécialement l'anglais, sont également étudiées car **le langage et la culture juridiques de nos voisins européens doivent être maîtrisés dans un contexte de mondialisation**.

Les enseignements proposés s'appuient en outre sur les axes de recherche du Centre Jean Bodin, laboratoire de recherche en droit et sciences politiques. L'objectif pédagogique de cette formation est d'assurer l'acquisition d'un niveau élevé de connaissances de manière à attirer les meilleurs des bacheliers, tout en permettant à chacun de progresser en fonction de sa formation et de son niveau initial

## Aide à la réussite

Depuis la rentrée 2016, l'UA a lancé un **Dispositif d'accompagnement à la réussite et la réorientation des étudiants** (DARRE). Il permet aux étudiants boursiers et aux titulaires d'un bac technologique ou professionnel de bénéficier d'une heure d'accompagnement méthodologique et de 3 heures par semaine de tutorat en 1re année. Ce projet ambitionne de mieux préparer le public cible au passage dans l'enseignement supérieur et de lui permettre une orientation réussie. L'inscription se fait sur toute l'année.

## Poursuite d'étude | Insertion professionnelle

Le débouché le plus fréquent est la poursuite d'études en Master de Droit privé, de droit des affaires ou de Droit public.

À la fin de la L2 Droit, possibilité de s'orienter vers la L3 « parcours Administration publique », la licence professionnelle « Métiers du notariat » ou la licence professionnelle « Métiers des administrations et des collectivités territoriales ».

Types d'emplois accessibles en fin de L3 « parcours Droit » et L3 « parcours Administration publique » :

- services juridiques et contentieux des entreprises, banques, assurances, administrations et associations, administration du personnel ;
- conseil et/ou assistance au sein de services ou cabinets juridiques : immobilier, cabinets d'avocat, de mandataires de justice et d'administrateurs judiciaires, études d'huissiers, de notaires... ;
- concours du service public (gendarmerie, police, inspecteur des impôts, inspecteur du travail, greffier, douane, etc.).



## ■ Public visé

- Accès en première année : Baccalauréat - DAEU A - capacité en droit.
- Possibilités d'admission en cours de licence par validation d'études et validation de l'expérience professionnelle.
- Accès en L3 « parcours Administration publique » : avoir obtenu 120 crédits ECTS et admission sur dossier pour les candidats non issus de L2 Droit.

## ■ Programmes

La formation donne aux étudiants les connaissances juridiques et la méthodologie juridique fondamentales par le biais de cours et de travaux dirigés (avec l'apprentissage progressif de la dissertation, du commentaire de texte et d'arrêt, de l'exposé écrit et oral, et du cas pratique). D'autres disciplines sont également enseignées afin de faciliter une meilleure appréhension de l'environnement juridique.

Ces deux types d'UE se distinguent de la façon suivante :

**Les UE fondamentales** comprennent des enseignements qui sont obligatoires et sont suivis dans un ordre spécifique. Ces UE figurent sur le contrat pédagogique : introduction générale au droit, droit constitutionnel, histoire des institutions, institut

**Les UE à choix encadrés** comprennent des enseignements à choisir dans une liste variable selon l'année d'étude. Ces UE figurent sur le contrat pédagogique. La plupart des enseignements des UE à choix encadrés non retenus lors de l'inscription pédagogique annuelle de L1 peuvent être choisis en L2 ou L3

Ces enseignements portent sur des **compétences disciplinaires**, liées aux matières centrales du Droit, et les **compétences transversales**, liées à des matières complémentaires, tout aussi importantes et destinées à élargir les connaissances.

Un même enseignement peut être divisé en deux modalités : les **Cours Magistraux (CM)** et les **Travaux Dirigés (TD)**.

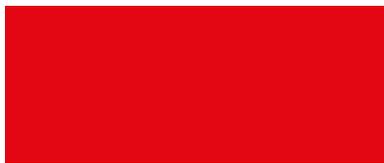
Le langage et la culture juridiques de nos voisins européens devant être maîtrisés dans un contexte de mondialisation, des cours de langues (anglais ou espagnol) sont enseignés tout au long des trois années.

Un cours fondamental de Culture numérique est enseigné en L3 « parcours Droit » et L3 « parcours Administration publique ».

## ■ Stage | Mobilité internationale

L'inclusion de stages d'observation optionnels dans les programmes de formation sensibilise les étudiants à la nécessité de se familiariser avec l'entreprise, le tribunal, ou les structures professionnelles juridiques.

Par ailleurs, en L3, les étudiants ont la possibilité d'effectuer une mobilité internationale (un semestre ou une année d'études) dans le cadre de partenariat avec des universités en Europe (Erasmus) mais également hors Europe.



## MASTER



**Lieu de la formation**  
Angers

**Chiffres clés**  
Taux d'insertion pro.  
à 6 mois : **100 %**  
Taux de réussite  
proche des **100 %**

**Contacts**  
**M1 DPrivé**  
m1droit@contact.univ-angers.fr  
**M2 DPP / M2 DPC**  
m2droit@contact.univ-angers.fr

**Responsables  
de la formation**  
**M1 DPrivé**  
David SINDRES  
david.sindres@univ-angers.fr  
**M2 DPP**  
Sylvain JOBERT  
sylvain.jobert@univ-angers.fr  
**M2 DPC**  
Sabine DESVAUX  
sabine.desvaux@univ-angers.fr  
Christophe BLANCHARD  
christophe.blanchard@univ-angers.fr

**Adresse web**  
[www.univ-angers.fr/deg](http://www.univ-angers.fr/deg)

# MENTION DROIT PRIVÉ

## — Objectifs

La Mention Droit Privé a pour objectif de délivrer une formation de privatiste de haut niveau. La mention se décline en un master 1 de droit privé, qui peut déboucher sur un master 2 Droit et pratique des contrats et un master 2 Droit et pratique de la procédure.

### MASTER 1 DROIT PRIVÉ

Le Master 1 Mention Droit Privé a quatre objectifs pédagogiques :

- renforcer les connaissances des étudiants titulaires d'une licence dans les matières fondamentales du droit ;
- créer de nouvelles compétences ;
- approfondir la réflexion ;
- assurer un enrichissement de la culture juridique par la découverte des autres systèmes juridiques et de l'ensemble du droit privé.

### MASTER 2 DROIT ET PRATIQUE DES CONTRATS

Le Master 2 «Droit et Pratique des Contrats» a pour objectif de former des juristes de haut niveau spécialistes du contrat au plan juridique et pratique. IL a pour objectif de :

- Former des spécialistes de la négociation, de la rédaction, de la gestion et du contentieux des contrats ;
- Préparer aux examens et concours des professions judiciaires et parajudiciaires ;
- Préparer aux métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche (doctorat, agrégation...)

### MASTER 2 DROIT ET PRATIQUE DE LA PROCÉDURE

La formation est ouverte aux étudiants souhaitant approfondir leurs connaissances dans le domaine du droit processuel en général, et désirant acquérir des compétences approfondies en procédure, en contentieux, et en MARL (Modes alternatifs au règlement des litiges).

Outre l'approfondissement des connaissances, l'accent est tout particulièrement mis sur l'appréhension pratique et technique des méthodes de travail attendues des futurs praticiens.

## — Poursuite | Insertion

### MASTER 1 DROIT PRIVÉ

Le Master 1 Mention Droit Privé peut se prolonger par :

- une année de Master 2 spécialisée en Droit et Pratique des Contrats ou en Droit et Pratique de la Procédure ;
- ou des études dans une école professionnelle : École Nationale de la Magistrature, Centre Régional de Formation à la Profession d'Avocat, École Nationale de Procédure...

### MASTER 2 DROIT ET PRATIQUE DES CONTRATS

Le Master 2 permet aux étudiants d'accéder à toutes les professions où la part du droit du contrat est prépondérante : avocat, juriste d'entreprise, magistrat, enseignant-chercheur, carrières de la fonction publique (DGCCRF, etc.)

### MASTER 2 DROIT ET PRATIQUE DE LA PROCÉDURE

La formation suivie permet aux étudiants soit d'intégrer directement une profession (huissier de Justice ou commissaire de justice par exemple), soit de commencer à préparer les examens et concours permettant d'accéder aux professions judiciaires (avocat, magistrat, greffier). Enfin, une partie des étudiants trouve également un débouché en entreprise ou en administration publique par exemple.



## — Programmes

### MASTER 1 DROIT PRIVÉ

#### **Matières fondamentales :**

Droit judiciaire privé, Contrats spéciaux, Droit des sûretés, Procédure pénale, Langue.

#### **Matières spécifiques :**

Voies d'exécution, Droit des successions, Régimes matrimoniaux, Droit international privé 1, Droit de la consommation, Propriété intellectuelle, Contrats spéciaux.

#### **Matières Complémentaires (2 au choix) :**

Droit comparé, Philosophie du droit, Droit de la concurrence, Histoire du droit privé, Droit des assurances, Droit international privé spécial.

Inclusion de stages optionnels pendant l'année de formation.

### MASTER 2 DROIT ET PRATIQUE DES CONTRATS

Les enseignements obligatoires sont assurés sous forme de séminaires avec, selon les matières, des études de cas.

#### **Semestre 1 :**

Fondements théoriques et structure du contrat, philosophie du contrat, règlements conventionnels des litiges, droit de la consommation, droit bancaire, (pratique des marchés publics) technique contractuelle, ressources documentaires, méthodologie du mémoire de recherche.

#### **Semestre 2 :**

Gestion du contrat dans l'entreprise, droit financier, droit des sociétés, contrats immobiliers, droit comparé, international et européen du contrat, (contrats de la propriété intellectuelle) contrats du commerce électronique, stage de trois mois, mémoire de recherche ou rapport de stage, conférence de recherches.

### MASTER 2 DROIT ET PRATIQUE DE LA PROCÉDURE

Les enseignements, obligatoires, sont principalement dispensés sous forme de travaux pratiques et de mises en situation (cas pratiques, étude d'une situation juridique donnée à partir d'un dossier ou d'un acte de procédure déterminé – assignation, acte de saisie, réquisitoire, acte d'instruction, requête, ordonnance – mais aussi simulations de procès).

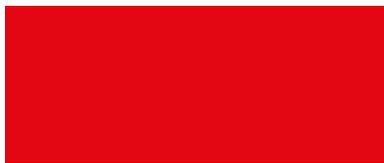
#### **Enseignements et séminaires :**

Procédure civile, procédure pénale, voies d'exécution, exécution et application des peines, droit processuel européen, contentieux administratif et fiscal, contentieux prudhommal, contentieux de la responsabilité médicale, contentieux du droit d'asile, contentieux de la propriété intellectuelle, médiation, conférences d'actualisation législative et jurisprudentielle, stage de deux mois, mémoire de stage.

## — Public visé

**Master 1 Droit Privé :** étudiants titulaires d'une licence en droit, étudiants titulaires d'un autre master 1, cadres ayant validé une expérience professionnelle.

**Master 2 Droit et Pratique des Contrats / Master 2 Droit et Pratique de la Procédure :** Étudiants titulaires d'un M1 Droit Privé, étudiants titulaires d'un M1 d'une autre mention (demande de validation d'études à déposer).



## MASTER



**Lieu de la formation**  
Angers

### Contacts

**M1 DPublic**  
m1droit@contact.univ-angers.fr  
**M2 DIP / M2 DIE / M2 HDI**  
m2droit@contact.univ-angers.fr

### Responsables de la formation

**M1 DPublic**  
Félicien LEMAIRE  
felicien.lemaire@univ-angers.fr  
Fabien TESSON  
fabien.tesson@univ-angers.fr

**M2 DIP**  
Fabien TESSON  
fabien.tesson@univ-angers.fr

**M2 DIE**  
Alina MIRON  
alina.miron@univ-angers.fr  
Bérangère TAXIL  
Berangere.taxil@univ-angers.fr

**M2 HDI**  
Marc BOUVET  
marc.bouvet@univ-angers.fr

**Adresse web**  
[www.univ-angers.fr/deg](http://www.univ-angers.fr/deg)

# MENTION DROIT PUBLIC

## — Objectifs | Parcours

Le parcours droit public permet aux étudiants de choisir entre deux parcours, tant en Master 1 qu'en Master 2 : l'un en droit public général (DPG), l'autre en droit international et européen (DIE). Ces parcours comportent tous des cours magistraux, des enseignements dirigés, mais aussi des possibilités de stages, de mémoires, de projets étudiants tutorés. Il s'agit de permettre à nos étudiants de conserver des enseignements suffisamment diversifiés, et de bénéficier de méthodes pédagogiques innovantes et variées.

Le Master 1 conduit à plusieurs parcours de Master 2 :

- Droit des interventions publiques (DIP) avec deux options :
  - Droit et Gestion des Services Publics Territoriaux (DGSPT)
  - Droit et Action Sociale (DAS)
- Droit international et européen (DIE)
- Histoire du droit et des institutions (HDI)

## — Programmes

Pour la période 2017-2021, Masters 1 et Masters 2 ont été reconçus ensemble dans une logique de plus grande cohérence. Des fiches de présentation détaillée des contenus de M2 sont consultables en ligne. Chacun des parcours de M1 et M2 comporte des unités fondamentales obligatoires, des enseignements complémentaires et optionnels, des cours de langues.

Pour le **M1 Droit public général**, les matières fondamentales relèvent des grands enjeux de l'action publique et de son encadrement, avec un accent notable sur le droit des collectivités territoriales, des services publics, et le droit public des affaires. L'approche contentieuse du droit y occupe une place importante. S'y ajoutent, à titre complémentaire, des enseignements en sciences politiques et en histoire du droit et de la justice. Il faut souligner que le droit et les politiques de l'Union européenne sont présents dans les deux parcours de M1.

Pour le **M1 Droit international et européen**, les matières fondamentales relèvent de diverses branches de droit international approfondi, droit international économique, droit des organisations internationales, droits de l'homme et responsabilité internationale. Alliance Europa y propose un module régional commun aux masters européens sur «L'Europe en crise dans la mondialisation». Un nouveau module intitulé «Clinique du droit de l'UE» est également proposé, avec la possibilité de réaliser une «Clinique juridique» à la place d'un stage (tous deux optionnels). À titre complémentaire, la plupart des enseignements de droit public général et de sciences politiques sont également proposés.

Le **Master 2 Droit des interventions publiques** comporte des enseignements communs à ses deux options, axées sur le droit et l'actualité des collectivités territoriales, de l'Etat, des services publics, et la gestion des ressources humaines. La méthodologie de préparation aux concours administratifs y est importante, de même que les stages. L'option DGSPT met l'accent sur les recompositions territoriales et les enjeux de l'action publique. Des modules commande publique, finances publiques, intercommunalité complètent la formation. L'option DAS est axée sur les institutions sociales et l'organisation du secteur, les politiques sociales et les associations. La formation s'appuie sur le centre Jean Bodin et une association d'étudiants et anciens étudiants (ADIP).



Le **Master 2 Droit international et européen** comporte une approche matérielle du droit (semestre 1), et une approche contentieuse (semestre 2). Il est centré sur les droits de la personne (droits de l'homme, droit des réfugiés, droit des peuples, etc). Il se caractérise par des enseignements cliniques et pratiques du droit et la participation à des concours internationaux de plaidoiries. Les deux semestres proposent également une «Clinique juridique Lighthouse» consacrée au suivi de travaux cliniques, à des conférences thématiques, et à la préparation à l'insertion professionnelle. La mobilité internationale y est possible. Le M2 s'appuie également sur un réseau liant nouveaux et anciens étudiants, le Réseau Angevin de Droit International et Européen (RADIE), et reste étroitement associé à la recherche au sein du Centre Jean Bodin. Il est labellisé par Alliance Europa, réseau régional rassemblant 20 laboratoires et 120 chercheurs.

Le **M2 Histoire du droit et des institutions** est unique en ce qu'il fait l'objet d'une convention avec Rennes 1 et Nantes. Il propose sur les trois sites des cours et des séminaires couvrant tous les champs de l'histoire du droit public et de l'histoire du droit privé avec un accent particulier sur l'histoire de la justice sous toutes ses formes pour préparer aux carrières judiciaires et aux emplois d'auxiliaires de justice. Ce M2 permet en outre la rédaction d'un mémoire de recherche ou la réalisation d'un stage professionnel de 3 mois.

## — Poursuite | Insertion

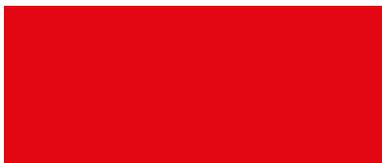
Les formations de la mention droit public possèdent d'importants points communs : elles préparent les étudiants aux **métiers de la fonction publique**, qu'elle soit territoriale, nationale ou européenne et internationale. Ainsi, parmi ces concours et sans être exhaustif, on peut mentionner les concours des IRA, d'attaché territorial, de gendarmerie ou police, des hôpitaux, des institutions européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe/CEDH), du ministère des affaires étrangères. Les étudiants peuvent prétendre à des postes dans les administrations centrales (ministères, préfectures, OFPRA) et locales, mais aussi dans des associations, sociétés publiques locales, SEML ou grandes entreprises. La plupart des débouchés sont accessibles dès le M1.

De nombreux étudiants choisissent aussi de mener diverses **carrières juridiques et judiciaires** (avocat, magistrat), certains suivant également la formation de l'IEJ. Si la professionnalisation est accrue dans l'ensemble des parcours, à travers stages et projets tutorés, **enseignement et recherche** sont également des suites possibles, avec l'inscription en doctorat. La plupart des enseignants contractuels membres du Centre Jean Bodin sont issus de ces formations.

## — Admission

Les **Master 1** de la mention droit public sont accessibles sans sélection aux étudiants titulaires d'une licence en droit. L'admission peut aussi résulter d'une validation d'études ou d'acquis professionnels ou de l'expérience.

Les **Master 2** de la mention droit public sont accessibles avec sélection, sur dossier et, le cas échéant, suite à un entretien. Le seuil de capacité d'accueil dans les M2 est d'environ 20 étudiants. Peuvent candidater les étudiants issus de formations en droit public ou privé, mais aussi de sciences politiques, d'économie ou de gestion.



Formation à distance

### Lieu de la formation

Angers

**Contacts**  
Sylvie SCHUBENEL  
Sophie MARIONNEAU  
capacite-droit@univ-angers.fr

**Responsable de la formation**  
Sophie LAMBERT-WIBER  
sophie.lambert-wiber@univ-angers.fr

**Adresse web**  
www.univ-angers.fr/deg

# CAPACITÉ EN DROIT

### Pré-requis

La formation étant à distance, il est nécessaire de disposer d'un accès régulier à un ordinateur et à internet.

### Objectifs

Elle permet de :

- Acquérir les connaissances juridiques de base, nécessaires dans la vie quotidienne et dans toute vie professionnelle ;
- Se présenter à certains concours ;
- Préparer une Licence en Droit sans baccalauréat .

### Poursuite d'étude

Une moyenne au moins égale à 10 pour l'ensemble des examens de première et deuxième année permet d'accéder en première année de licence; une moyenne de 15 est nécessaire pour entrer directement en deuxième année. (Décret n°87-708 du 14 août 1987 destiné à favoriser la promotion sociale).

### Public visé

Aucun diplôme n'est exigé.

Être âgé de 17 ans minimum au 1<sup>er</sup> octobre de l'année d'inscription.

Modalités particulières pour les personnes de nationalité étrangère ; précisions à demander à la scolarité. Une seule inscription est autorisée. Il est interdit de s'inscrire la même année dans plusieurs universités sous peine de sanctions.

### Programmes

#### PREMIÈRE ANNÉE

UE 1 : Droit civil

- Introduction à l'étude du Droit privé

- La personne, ses droits et ses obligations

Mise en ligne des cours : lundi 28 septembre 2020

Regroupements : Samedis 3 octobre et 28 novembre 2020

Examen le samedi 12 décembre 2020, amphi. Bodin

#### UE 2 : Droit commercial

- Notions et entreprise individuelle commerciale

- Les sociétés commerciales

Mise en ligne des cours : lundi 14 décembre 2020

Regroupements : Samedis 9 janvier et 6 mars 2021

Examen le samedi 13 mars 2021, amphi. Bodin

#### UE 3 : Droit public

- Droit constitutionnel

- Droit administratif

Mise en ligne des cours : lundi 15 mars 2021

Regroupements : Samedi 20 mars et 5 juin 2021

Examen le samedi 12 juin 2021, amphi. Bodin

Examens 2<sup>e</sup> session: samedis 4 et 11 septembre 2021 (horaires à préciser)



## SECONDE ANNÉE

**Rappel :** les unités sont composées de la façon suivante et chaque élément d'une unité reçoit la mention a ou b

### UE 1 : Droit pénal et Economie Politique

Mise en ligne des cours : lundi 28 septembre 2020

Regroupements : Samedi 14 novembre et 5 décembre 2020

Examens le samedi 12 décembre 2020, amph. Bodin et salle 308

### UE 2 : Procédure civile et Droit administratif

Mise en ligne des cours : lundi 14 décembre 2020

Regroupements : Samedis 9 janvier et 6 mars 2021

Examens le samedi 13 mars 2021, amph. Bodin et salle 308

### UE 3 : Droit privé notarial et Droit du travail

Mise en ligne des cours : lundi 15 mars 2021

Regroupements : Samedis 10 avril et 29 mai 2021

Examens le samedi 12 juin 2021, amph. Bodin et salle 308

Examens 2e session : samedis 4 et 11 septembre 2021 (horaires à préciser)

**N.B. :** Les dates de regroupement et de mise en ligne des cours sont données à titre indicatif. Chaque regroupement dure environ 3h, de 9h15 à 12h15 (Créneau horaire indicatif).

Validation : Examen à la fin de chaque UE. Les UE sont comptabilisées en juin par le jury pour la première session d'examens. Les UE non acquises peuvent être repassées lors de la seconde session en septembre.

## — Modalités pratiques

### Renseignements-Inscriptions

Inscription : du 10 au 16 juillet et du 24 août au 24 septembre 2020.

La Capacité en droit est accessible en formation initiale ou en formation continue selon les profils.

Demande de dossier pour la formation initiale : [capacite-droit@univ-angers.fr](mailto:capacite-droit@univ-angers.fr).

Contactez la Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion, Pôle licence et formations spécifiques - bureau 105  
13 allée François Mitterrand- BP 13 633 - 49036 ANGERS cedex 01.

Frais d'inscription en formation initiale : 270 euros.

Contribution Vie Etudiante et de Campus (CVEC) : 92 euros (à régler avant l'inscription).

### Attention, si vous appartenez à l'un des profils suivants, vous relevez de la formation continue :

- salariés d'entreprises privées ou publiques ;
- membres des professions libérales ;
- personnes en Congés Individuels de Formation (OPACIF, FONGECIF) ou relevant d'un congé de formation ;
- demandeurs d'emploi, avec ou sans allocation chômage ;
- personnes sans emploi, avec ou sans allocation chômage ;
- personne sans emploi et sans revenu, déjà entrées dans la vie active, percevant une rémunération de la région ;
- et tous publics reprenant des études après une interruption d'au moins deux ans.

**En formation continue, les tarifs d'inscription sont différents selon votre profil.**

Demande de dossier pour la **Formation continue** : Contacter la Direction de la Formation continue (DFC) 19, rue René Rouchy - 49100 ANGERS | Tél. : 02 44 68 86 84 | [formationcontinue@univ-angers.fr](mailto:formationcontinue@univ-angers.fr)

### Séminaire de rentrée, «Présence obligatoire»

1<sup>re</sup> année : vendredi 25 septembre 2020, de 13h à 16h30, amph Volney (rez-de-chaussée)

2<sup>e</sup> année : samedi 26 septembre 2020, de 9h à 12h, Amph Lagon au 3<sup>e</sup> étage.

**Réinscription uniquement par internet sur l'ENT :** du 6 au 16 juillet et du 24 août au 4 septembre 2020.

FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DE GESTION  
13 allée François Mitterrand - 49 036 ANGERS  
T. 02 41 96 21 35

*plus d'informations sur :*  
[univ-angers.fr/deg](http://univ-angers.fr/deg)

*Contact :*  
[univ-angers.fr/deg-contacts](http://univ-angers.fr/deg-contacts)

*suivez-nous sur les réseaux :*

